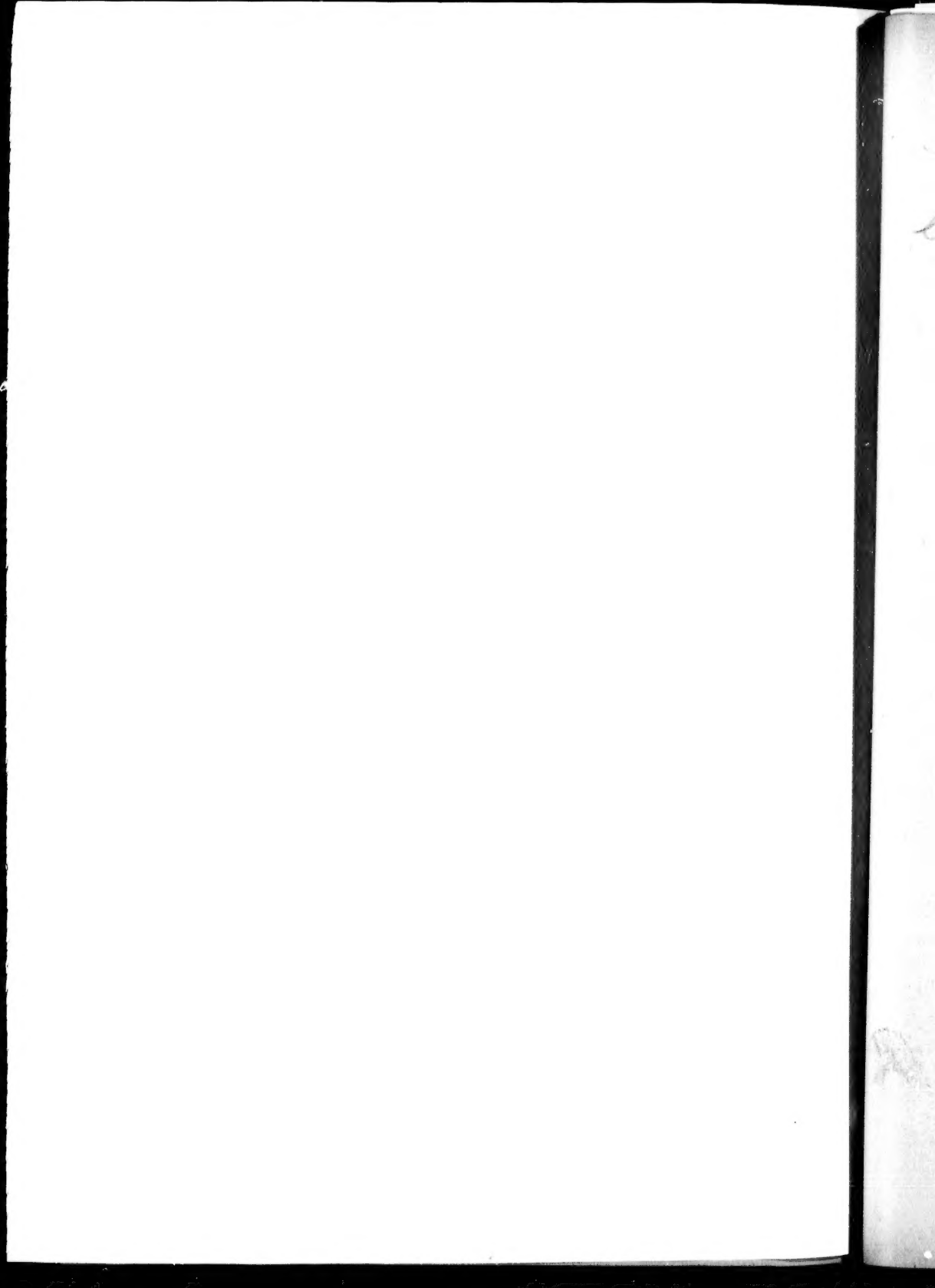




10
1892
N^o 10.

Gouvernement
M. MERCIER

JUGÉ PAR LES LIBÉRAUX

1892
M. MERCIER exécuté par M. TARTE

—◆—
M. MERCIER EXÉCUTÉ PAR "LA PATRIE"

—◆—
M. MERCIER répudié
par les HONNÊTES LIBÉRAUX

Aux Electeurs.

Nous nous permettons de vous adresser aujourd'hui ces conseils que M. Tarte vous donnait en 1890:—

“ Electeurs, avant de donner votre vote, réfléchissez aux MÉFAITS et “ GASPILLAGES du gouvernement MERCIER, préparez votre verdict avec “ tout le sang-froid qu'un homme intelligent met dans une affaire sérieuse, et votre conscience vous dira, nous en sommes convaincu, que “ vous ne pouvez plus appuyer une administration qui s'est rendue “ célèbre par des turpitudes et des menées corruptrices TELLES qu'on n'en “ a JAMAIS vu de SEMBLABLES dans les annales parlementaires d'aucun “ pays.”

Oui, voilà ce que vous disait, à la veille des élections provinciales de 1890, M. Tarte, et ce que nous vous répétons aujourd'hui, en vous présentant ces pages qui vous exposent les condamnations fulminées, quatre années durant, par le dit M. Tarte contre le néfaste régime Mercier.

Ce régime d'ignominie a révolté aussi des libéraux fervents qui n'ont pu taire leur indignation. Ces pages vous feront connaître les protestations énergiques que ces libéraux ont formulées.

Prenez, lisez, et voyez comment M. Mercier a été jugé par M. Tarte et les libéraux, même avant les preuves produites devant les Commissions.

IN

So
du s
préte
pour
teurs
appr
broch
Merc
font
eux-r
l'infâ
dans
menc

Le
cier !)
Il s
voulu
Com
de sav
mal ad
positio
chaque
du résu
les cor
Cett
général
à cet é
seront
Quel
l'épreuv
moins c

M. MERCIER exécuté par M. TARTE.

Le Résultat.

Sous ce titre, LE RÉSULTAT, M. Israël Tarte, le fidèle Achate du sire de Tourouvre, le grand pontife actuel de la constitution prétendue outragée, appréciait d'une façon plus que sévère, nous pourrions peut-être même dire injurieuse, la conduite des électeurs qui avaient ramené M. Mercier au pouvoir en 1890. Cette appréciation mérite d'être encadrée, surtout au portique de cette brochure destinée à reproduire ce qu'ont écrit sur le régime Mercier des hommes marquants dans la lutte présente, et qui font tout leur possible pour ressusciter ce régime dont ils ont eux-mêmes dévoilé mille fois, en termes de légitime violence, l'infâme turpitude. Or, voici ce que le dit M. Israël Tarte publiait dans son journal *Le Canadien*, numéro du 18 juin 1890, commencement de la 2ème colonne de la 2ème page :—

Le gouvernement (n'oublions pas qu'il s'agit du gouvernement Mercier !) sort des élections avec une majorité très considérable.

Il s'agit ni de se lamenter, ni de se décourager. Jean-Baptiste l'a voulu !

Comme nous le disions récemment, la question n'est plus aujourd'hui de savoir, à la veille d'un appel au peuple, si les affaires sont bien ou mal administrées, mais quelles sont les ressources financières à la disposition des partis. Il y a dans chaque paroisse, ou au moins dans chaque comté, des électeurs à vendre en nombres suffisants pour décider du résultat. Ils appartiennent au plus haut enchérisseur, à celui qui les corrompt, qui les saoule.

Cette élection a été, tout le monde le sait, une débauche immense et générale. Nous voyons d'ici à quelque temps encore, peu de remède à cet état de choses. Quand les gens éclairés de tous les partis réaliseront bien la profondeur du mal, ils y mettront ordre.

Quels que soient les moyens employés, M. Mercier sort vainqueur de l'épreuve. Il gouvernera la Province pendant quatre ans de plus, à moins qu'il ne survienne quelque chose d'extraordinaire.

A moins qu'il ne survienne quelque chose d'extraordinaire !

Ce *quelque chose d'extraordinaire* est venu depuis plusieurs mois déjà, *extraordinairement* précipité par d'*extraordinaires* méfaits. Et chose qui serait en quelque sorte plus *extraordinaire* encore, si le dit Israël Tarte n'était pas *extraordinairement* connu par son *extraordinaire* affection pour l'indépendance sous le rapport de la fortune, cet individu fait aujourd'hui d'*extraordinaires* efforts pour voiler les méfaits, les crimes sans nom que, plusieurs années durant, il a dénoncés avec une *extraordinaire* vigueur à la vindicte publique.

Il n'y a pas deux ans encore, on le voit par l'extrait ci-dessus cité, M. Tarte se récriait à pleins poumons contre le triomphe du gouvernement Mercier, et il exposait ce triomphe comme le résultat produit par un électorat vénal et vendu. "Il y a dans chaque paroisse," écrivait-il, "ou au moins dans chaque comté, des électeurs à vendre en nombres suffisants pour décider du résultat." Et le résultat qu'il signalait ainsi à la réprobation des consciences honnêtes, c'était le régime Mercier !

Dans le même numéro du 18 juin 1890, du journal *Le Canadien*, parlant de la défaite de l'honorable M. Taillon, M. Tarte disait :—" Elle nous afflige plus qu'elle ne l'afflige lui-même, nous en sommes sûr . . . M. Taillon, est le type du gentilhomme et la personnification de l'honneur." C'était donc contre le régime Mercier que M. Tarte dirigeait ses traits lorsqu'il exprimait son dédain de ces "électeurs à vendre en nombres suffisants pour décider du résultat."

Mais aujourd'hui ce n'est plus cela ! Israël, dans son ardente recherche de l'indépendance sous le rapport de la fortune, trouvant son vieux Rossinante trop peu rapide, a enfourché un autre cheval de bataille sur lequel on le voit sabrer avec un semblant d'indignation ceux qu'il nomme les ennemis de ce qu'il prétend être *La Constitution violée*.

A
prim
donne
rable
dépré
même
qu'il
titre
nel L
Si l
le tau
n'a qu
TEURS
Un
signe
teurs
Bea
Mercie
hésiter
Pour
Et d
cours
le mên
M. M
menteu
Taillon
porte u
Tem
préten
vincial
qu'il dé
jurés d
"Que
tulé Den
les cons

La Constitution violée.

A son point de vue, aujourd'hui, la question constitutionnelle prime toutes les autres. C'est l'argument qu'il a trouvé pour donner prétexte à la *bande de voleurs* dénoncés jadis par l'honorable Rosaire Thibaudeau, d'aspirer à continuer leurs infâmes déprédations. Et pourtant, en 1890, au dire de M. Tarte lui-même, il y avait des violateurs de la constitution. Lisons ce qu'il publiait le 17 juin 1890, au jour même des élections, sous le titre de *Notes politiques*, 3ème colonne de la 2ème page du journal *Le Canadien* :—

Si le peuple veut être plumé davantage, et s'il veut voir augmenter le taux de la TAXE DIRECTE qui est déjà reconnue comme inévitable, il n'a qu'à laisser le pouvoir entre les mains des gaspillards et des VIOLATEURS de la CONSTITUTION.

Un petit entrefilets qui suit immédiatement cette citation, désigne quels sont ceux que Tarte accusait comme étant les violateurs de la constitution ; le voici :—

Beaucoup de gens défendent le premier ministre—(qui était alors M. Mercier !) —et ses amis—(les Pacaud et toute la clique), qui cependant hésiteraient à leur confier le soin de leurs affaires personnelles.

Pourquoi voudraient-ils leur confier les affaires du pays ?

Et dans la même colonne du même numéro du CANADIEN, au cours d'un article intitulé VOTEZ POUR M. TAILLON ET SON PARTI, le même M. Tarte écrivait :—

M. Mercier règne à Québec au moyen d'un programme hypocrite, menteur, et d'une politique ruineuse. De l'autre côté, vous voyez M. Taillon entouré d'une armée fidèle et loyale. Il a un fier drapeau qui porte une noble devise : PROTECTION A NOS INSTITUTIONS PROVINCIALES.

Tempora mutantur ! Aujourd'hui encore, Israël le fougueux prétend combattre pour la protection de nos institutions provinciales, mais il fait œuvre commune avec la bande de voleurs qu'il désignait, il y a dix-huit mois à peine, comme les ennemis jurés de ces institutions.

"Que tous les conservateurs,"—s'écriait-il dans un premier article intitulé *Demain*, et publié dans *Le Canadien* du 16 juin 1890,—"que tous les conservateurs et ceux qui désirent ramener la prospérité et la con-

fiance du pays, s'empresment d'enregistrer leurs votes contre les candidats du gouvernement Mercier. Dans un moment où nos institutions les plus chères sont en danger, où la CONSTITUTION est VIOLÉE ouvertement, où le premier ministre se substitue à l'exécutif, et où les dépenses augmentent d'une manière inouïe et alarmante, les abstentions équivaudront à des désertions. Ce serait pour ainsi dire un crime de lèse-nation."

Et plus loin, au cours du même article :—

La province est plongée dans l'abîme ; elle marche de désastre en désastre, et encore cinq ans du régime libéral-national, elle sera arrivée aux portes de la banqueroute. C'est à vous de la retirer du précipice et de la sauver en chassant du pouvoir un gouvernement dont tous les actes sont marqués du sceau du gaspillage, de l'extravagance, de la honte et de l'infamie.

Le 14 juin 1890, *Le Canadien* de M Tarte publiait un article intitulé *Au Colon*, dont nous détachons un nouveau cri d'indignation contre les violateurs de la constitution :—

Si vous désirez continuer à vivre sous un gouvernement qui VIOLE la CONSTITUTION, qui gaspille les deniers publics, qui vous mène à pas de géant vers la taxe directe, qui RUINE VOS INSTITUTIONS les plus chères et qui conduit la province à la banqueroute, votez pour les amis de M. Mercier.

Encore à la veille des dernières élections provinciales, le 12 juin 1890, *Le Canadien* publiait un article intitulé *La Ruine*, dont voici l'encourageante conclusion :—

Electeurs, avant de donner votre vote, réfléchissez aux méfaits et aux gaspillages du gouvernement Mercier, préparez votre verdict avec tout le sang-froid qu'un homme intelligent met dans une affaire sérieuse, et votre conscience vous dira, nous en sommes convaincu, que vous ne pouvez plus appuyer une administration qui s'est rendue célèbre par des turpitudes et des menées corruptrices TELLES qu'on n'en a jamais vu de semblable dans les annales parlementaires d'aucun pays.

Le 11 juin 1890, *Le Canadien* publiait un article intitulé *Une intéressante Récapitulation* que l'auteur, après avoir énuméré vingt-sept scandales du gouvernement Mercier, terminait par cette intéressante péroraison :—

Il y a encore bien d'autres gaspillages et scandales ; mais cette nomenclature suffit pour convaincre les électeurs que ce gouvernement

ne e
PLU
cieu

C
pro
mai
mot
fort
d'av
çait
mon
la ju
Et i
insp
10 j

Ne

Le
tion,
Le C
était

Le
Lac
tre, co
"Q
piast
consid

Il se
Pou
ainsi,
ment,
envers
pour u
d'un de
n'a pas
d'autor

ne doit plus mériter la confiance publique et qu'il FAUT le renverser AU PLUS VITE pour le remplacer par une administration honnête et soucieuse des véritables intérêts de la province. Cette époque arrive.

Cette époque arrive ! Ce mot est superbe, et M. Tarte était prophète, lorsqu'il l'écrivit. Aujourd'hui, cette époque est arrivée, mais, hélas ! M. Tarte se repentant (on sait bien pour quels motifs que la recherche de l'indépendance sous le rapport de la fortune peut faire varier d'ici à demain !), M. Tarte se repentant d'avoir prédit si juste s'efforce de sauver les accusés qu'il dénonçait il y a dix-huit mois, et s'efforce ainsi de les sauver dans un moment où des enquêtes marquées au coin de l'impartialité et de la justice ont mis hors de tout doute la culpabilité de ces accusés. Et il ose se faire le champion d'un régime politique qui lui inspirait cette réflexion que nous cueillons dans *Le Canadien* du 10 juin 1890 :—

Nous tombons au plus creux des abîmes de l'abjection politique.

La veille, le 9 juin 1890, M. Mercier, violateur de la constitution, pouvait lire l'histoire exacte de ses propres turpitudes dans *Le Canadien*. Lisons à notre tour ces extraits d'un article qui était intitulé

La Situation.

Le Canadien a publié, il y a quelques jours, une lettre du préfet du Lac St-Jean, dans laquelle était citée une dépêche du premier ministre, conçue en ces termes :

"Québec, 24 mai 1890. Dumais, Chambord. Cent cinquante mille piastres accordées pour pont Métabetchouan, et subsides additionnels considérables pour chemin fer."

Il semblait impossible que M. Mercier eût signé un tel écrit.

Pourtant nous sommes en position de dire aujourd'hui qu'il en est ainsi, qu'au lendemain de la prorogation de la législature, le gouvernement, *par son chef et avec l'approbation de ses collègues*, s'est engagé envers un entrepreneur public, pour le pont de la Métabetchouan et pour un embranchement de chemin de fer, à payer une somme de près d'un demi million de piastres. La sanction du lieutenant-gouverneur n'a pas été demandée pour cet acte, qu'il n'avait pas, du reste, le droit d'autoriser.

Un aussi audacieux mépris de la constitution n'eut pu être tenté dans aucune autre Province que la nôtre..... D'ici au dix sept au soir, la boisson et l'argent vont être vidés à pleines mains dans la population. Nous entrons dans la semaine honteuse.

C'est sur elle que le parti ministériel (M. Mercier était alors au pouvoir) compte, avec raison peut-être. Car les contracteurs ont leurs portefeuilles comblés de promesses, d'extras, et de lettres de crédit. Et ils ont donné avec largesse. Le comptoir est pourvu. Que ceux qui sont à vendre se présentent aux guichets. Pour remplir les tiroirs à corruption, la Province a été mise à sac et la loi a été foulée aux pieds.

Dans plus de la moitié des divisions électorales, la morale est violée par le gouvernement, d'une manière directe, publique, cynique, sous formes d'offres de remises, d'octrois, de subsides, dont la législature et le chef de l'Etat n'ont jamais entendu parler. Ils font exception ces candidats ministériels qui ne sont pas munis de l'un de ces moyens de perversion..... Que va-t-il résulter de tout ce gâchis dans lequel sombrent les notions de la dignité, de la justice, de l'honneur et du gouvernement responsable ?

Comme on le voit, M. Tarte savait, en 1890, exprimer des jugements mérités sur les hommes et sur les choses. Il faisait une guerre acharnée, mais légitime, aux criminels dont il veut aujourd'hui protéger le déshonneur. Et pourtant, leur culpabilité, tout apparente qu'elle fût alors, n'avait pas encore ce cachet d'incontestable évidence qu'elle porte aujourd'hui, et que lui ont imprimé en signes ineffaçables les PREUVES produites récemment devant les commissions. Par quelle aberration étrange M. Tarte peut-il, aujourd'hui que ses accusations d'autrefois sont confirmées par des révélations absolument indéniables, aujourd'hui que les enquêtes suscitées par le lieutenant-gouverneur et par les nouveaux ministres ont établi non-seulement qu'il avait raison, mais encore qu'il ne disait pas ou ne connaissait pas TOUTE la vérité, comment M. Tarte peut-il se faire le complice de l'ignoble clique qu'il a désignée tant de fois à la réprobation des honnêtes gens ?

Et pourtant, lui-même, terminait un article intitulé *Parlementarisme National*, par cette conclusion qui, aujourd'hui, ressort inévitablement des faits prouvés devant les commissions :—

Et ce sont les mêmes gens qui, au mépris de la constitution, dépensent les deniers publics sans l'assentiment de la législature, qui cou-

vrent d'or et de promesses corruptrices les comtés, pour y faire élire leurs candidats, qui extorquent de l'argent aux entrepreneurs publics, qui, en un mot, établissent dans cette province une débauche électorale, dans laquelle vont sombrer les institutions qui nous sont si chères.

JUGEMENTS DIVERS

Exprimés par M. TARTE contre M. MERCIER dont il se fait aujourd'hui l'ami et le complice.

Nos commentaires sont terminés. Nous allons nous en tenir désormais à la simple reproduction des jugements exprimés en diverses circonstances par M. Tarte contre ses amis d'aujourd'hui, nous efforçant de les multiplier le plus possible, tant nous sommes sûrs du curieux intérêt que leur lecture présente dans le moment.

[Du *Canadien*, 6 juin 1890, extrait d'un article portant pour titre *Comté de Québec*, et pour sous-titre *Les théories de M. Laurier*]:—

Le parti libéral n'a jamais rien bâti de sérieux et de durable ici et, par ses chefs, il continue aujourd'hui les œuvres stériles qui l'ont caractérisé dans le passé.

M. Mercier a, en tous cas, "émancipé" la province d'une drôle de façon. Il a engagé son avenir et ses ressources à un degré que personne n'eût soupçonné il y a quatre ans. Sous le rapport aussi du respect des lois constitutionnelles, il s'est "émancipé." Il en a fait, et il en fait en ce moment plus que jamais, un mépris absolu en matière de finance et d'administration.

Les règles parlementaires ont disparu de la province pour faire place à la loi du nombre.

[Du *Canadien*, 31 mai 1890, extrait d'un article intitulé *Bonaventure. M. Mercier et ses œuvres*]:—

Pour l'arrêter (M. Mercier) dans la voie désastreuse où il marche, l'opposition a proposé, pendant la session dernière, de ne plus contracter d'emprunts sans qu'ils soient soumis au peuple, à ceux qui paient, comme cela se fait aux Etats-Unis.

M. Mercier et son parti ont refusé d'accepter cette proposition, de donner aux contribuables cette garantie. Pourquoi ?

Parce qu'ils sont résolus à continuer le système de gaspillage et de débauche politique qu'ils ont pratiqué depuis quatre ans. S'il existe une autre raison qu'ils la donnent !

Le gouvernement de M. Mercier étant ce qu'il est, c'est-à-dire le plus mauvais dont nos annales politiques fassent mention nous prions les gens de ce comté (Bonaventure) de rester fidèles aux principes qui les ont guidés jusqu'ici.

[Du *Canadien*, 30 mai 1890, au cours d'un article intitulé *Leur Littérature*, on lit ces lignes qui sont à l'heure même où nous les reproduisons, d'une saisissante actualité] :—

La question que la province a à juger est celle de savoir si le cabinet Mercier a bien ou mal administré les affaires publiques, s'il a tenu ses promesses, s'il mérite la confiance des contribuables, s'il est dans notre intérêt commun de le laisser au pouvoir.

Il a augmenté dans de singulières proportions notre dette et nos dépenses, il a méconnu toutes les règles constitutionnelles qui constituent la garantie de l'électorat, il s'est moqué de la volonté de la chambre, il a méconnu l'autorité de la Couronne, dans le but d'engager le crédit public pour des fins non autorisées.

Pour couvrir tout cela, les journaux ministériels (*lisez Libéraux*) répandent la littérature la plus malsaine et la plus mensongère qui ait encore été mise en circulation dans ce pays. La fausse représentation est devenue un système régulier, permanent.

. Que M. Mercier reste cinq ans de plus au pouvoir, qu'il continue à tout bouleverser et à tout démoraliser comme il l'a fait jusqu'ici, qu'il persiste dans le système de dépenses extravagantes qu'il a inauguré, et nous prédisons que tout gouvernement sera impossible après lui.

Parallèle entre l'Hon. L. O. TAILLON et M. MERCIER.

[Du *Canadien*, 28 mai 1890.]

Au dessous du portrait de l'honorable L. O. Taillon, M. Tarte publiait et signait l'article qui suit :—

L'honorable M. Taillon est trop connu pour que je m'attarde à faire son éloge. Honnêteté, droiture, éloquence ;—une éloquence très relevée—il unit toutes ces qualités à un grand cœur. Fidèle à ses amis, il dédaigne l'intrigue et les vils moyens dont tant de politiciens se servent pour frayer leur chemin.

Je ne veux aujourd'hui, en publiant son portrait, que parler de la situation politique. M. Taillon est le chef de l'opposition qui a combattu, dans la législature, le cabinet-Mercier. La province dira, le 17 juin, si elle veut que ses affaires soient administrées quatre ou cinq ans de plus par ce gouvernement. Personnellement, M. Taillon ne désire pas arriver au pouvoir. C'est dire qu'il n'aura recours, dans la lutte présente, qu'aux moyens les plus légitimes. Et il a raison. Si la province n'a pas d'objection à ce que l'ordre des choses actuel subsiste et continue, c'est son affaire. Si, pour la sauver, il fallait acheter les votes de ses habitants, en vérité, il serait mieux de laisser faire. La population lit,—celle des villes et des centres en tous cas. Dans la plupart des campagnes, on lit aussi. Eh bien, que le scrutin parle au goût des gens.

J'ai fait, depuis près de vingt ans, assez de luttes pour admettre que tout bulletin qui tombe dans l'urne, ne représente pas invariablement l'opinion de celui qui l'y dépose. Les influences illicites jouent un rôle dans les élections, l'organisation peut changer le résultat d'une bataille politique. Mais quand l'opinion publique est vraiment résolue à donner dans un sens, les combinaisons des plus habiles deviennent impuissantes.

Les œuvres de M. Mercier sont là, il a bouleversé nos finances, effroyablement augmenté le budget de nos dépenses annuelles, contracté un emprunt de \$3,500,000, qu'il s'est empressé de disperser ; il s'est emparé, sans cérémonie, des dépôts des compagnies des chemins de fer, il a contracté des engagements qui nécessiteront, avant six mois, un emprunt additionnel, qui sera de six à sept millions, si la majorité nationale est suffisante pour avaler tout, comme dans la dernière législature.

Ses imprudences de langage et de législation ont compromis dans le pays entier la position des Canadiens français. Nous avons rétrogradé de vingt-cinq ans.

Tout cela est certain, admis par les hommes éclairés du parti libéral, mais il y a la fascination du pouvoir pour les uns, les besoins du patronage pour les autres, les liens de parti resserrés pour les naïfs par les meneurs et les exploités. Ce sont de gros moyens dans un petit pays surtout.

La foule de ceux qui vivent ou espèrent vivre du gouvernement est nombreuse.

Je ne sais pas ce que M. Taillon entend faire, mais il me semble que, dans les circonstances, il doit mettre carrément le marché en main à la province et lui dire : "Fais selon tes goûts. Si tu veux du régime Mercier, garde-le."

L'opposition est prête à diminuer les dépenses de \$600,000 par année, de reporter le budget à l'état où il était en 1886, avant l'arrivée de M. Mercier aux affaires.

Si les habitants de cette province préfèrent de nouvelles augmentations, c'est leur droit de se les donner en cadeaux. Notre parti protestera et attendra qu'il plaise au peuple de changer d'avis.

(Signé) J. ISRAEL TARTE.

La Ruine.

SITUATION PÉRILLEUSE.

[Du *Canadien* le 12 juin 1890.]

L'honorable M. Shehyn, trésorier de la province, a dit, dans son discours budgétaire, le 21 février dernier :—

J'estime les recettes de cet exercice (1890-91) à \$3,528,672.80, dont \$68,000 représentant celles à compte du capital et \$3,460,522.80 provenant du revenu ordinaire. Cette estimation est basée sur celle du dernier exercice, tout en tenant compte des changements qui peuvent se produire en plus ou en moins, sur certains articles.

[Discours sur le budget, 1890, pp. 30 et 37.]

A la page 38 du même discours, le trésorier a fait la déclaration suivante :—

Passons maintenant au chapitre de la dépense.

J'évalue à \$4,877,828.24 le total des paiements de cet exercice distribués comme suit :

DÉPENSES ORDINAIRES.

Service de la dette publique.....	\$1,176,055	32
Service administratif.....	2,249,589	92
		\$3,425,645 24

DÉPENSES IMPUTABLES AU CAPITAL.

Construction des édifices publics, etc., etc.	\$912,183	00
Subsides aux chemins de fer	540,000	00
		\$1,452,183 00
Total.....	\$4,877,828	24

Faisons maintenant une opération très simple :

Dépenses totales de 1890-91.....	\$4,877,828	00
Recettes totales de 1890-91.....	3,529,672	00
Déficit.....	\$1,349,156	00

L'honorable M. Shehyn, le trésorier du gouvernement Mercier, a donc annoncé officiellement devant toute la chambre et le pays, que le prochain exercice se terminera par un déficit total dans les opérations budgétaires de \$1, 349,156.

Il faut se fier à cette déclaration ; elle est faite par un ministre, par le trésorier lui-même, par celui qui est chargé de surveiller le coffre public. Aujourd'hui cette surveillance n'exige pas un temps considérable, pour l'excellente raison qu'il n'y a pas un seul sou dans le coffre, et cela depuis le mois de mars.

Un million trois cent quarante-neuf mille cent cinquante-six piastres de déficit pour une seule année.

Et, comme nous venons de le dire, nous n'avons plus un seul sou de balance en caisse, malgré les sommes énormes qui sont tombées dans le trésor depuis l'avènement du Gouvernement-Mercier au pouvoir.

Mais tout a disparu, tout a été gaspillé. \$2,500,000 d'emprunts.

\$558,000 d'arrérages de taxes municipales.

\$2,000,000 d'emprunts aux dépôts de chemins de fer.

\$100,000 au moins de taxes nouvelles sur les hôteliers et les marchands de liqueurs, pendant 2 ans, soit \$200,000.

\$140,000 retirés chaque année depuis 3 ans pour taxes sur les corporations commerciales, soit \$420,000.

\$125,000 environ de taxes nouvelles sur les marchands de bois pendant 2 ans, soit \$250,000.

\$250,000 obtenues de la vente de nos limites à bois.

\$125,000 retirées de la cité de Montréal.

\$100,000 retirées de la province d'Ontario sur un capital qui nous rapportait 5% d'intérêt.

Voilà le bilan des recettes extraordinaires, sur lesquelles les conservateurs ne comptaient pas pour défrayer les dépenses du pays. M. Mercier a touché tous ces argents ; il a retiré toutes ces sommes qui se montent au chiffre énorme de \$7,403,

Qu'en a-t-il fait ? des économies peut-être, des épargnes pour l'avenir afin d'améliorer la situation financière et d'empêcher la taxe directe ?

Vous en êtes bien loin, la dépense ordinaire a été portée à au-delà de \$500,000 de plus qu'avant 1887 ; les \$7,403,000 sont toutes disparues et nous avons une dette flottante de près de \$6,000,000, et notre dette totale, au lieu d'être de \$21,500,000 comme en 1886, est de \$27,000,000 suivant l'aveu du trésorier provincial lui-même.

Les \$7,403,000 sont disparues, ont fondu comme le beurre dans la poêle, et par dessus le marché, M. Mercier nous a endettés de \$6,000,000 !!!

Le régime Mercier nous vaut donc, comme dépense effectuée jusqu'à ce jour, et comme dette pesant sur l'avenir du pays, la jolie somme de \$13,400,000 !!!

Quelles économies ? quelle merveilleuse administration ?

Et le déficit de \$1,349,156, annoncé officiellement par le trésorier ! Avec quoi le gouvernement Mercier va-t-il le combler ? Avec des taxes nouvelles ou un nouvel emprunt de \$3,000,000 à \$4,000,000.

Il n'y a pas d'autre alternative, pas d'autre issue.

Voilà donc quelle désastreuse et périlleuse situation dans laquelle le gouvernement a plongé la province.

Le Roman de M. SHEHYN.

[Du *Canadien* du 7 avril 1887.]

Les ministres travaillent en commun, ces jours-ci, au roman que M. Shehyn se propose de déclamer devant ses collègues, sous le titre d'exposé financier. L'ouvrage avance tant bien que mal. La presse libérale en aura à l'avance des exemplaires—car c'est un vrai volume—et fera un tintamarre du diable. Tout est arrangé, prévu, pour faire un coup d'état patriotique, c'est-à-dire pour prouver que la province est en banqueroute. Ces libéraux ont de la capacité !

Cependant, il paraîtra singulier au commun des mortels que des hommes qui, depuis si longtemps, se proclament prêts à faire mieux que leurs prédécesseurs, ne trouvent d'autre panacée qu'un emprunt formidable.

L'emprunt, telle sera la fin du roman !

Pourquoi tant de dépense de gaz pour en arriver à ce dénouement ? Que M. Shehyn dise donc tout bonnement : Nous sommes incapables de gouverner sans augmenter la dette publique.

Nous le comprendrons : c'est la tradition libérale. A preuve, le régime de 1878-79, dont M. Mercier aime si peu à entendre parler.

"Où le père a passé, passera bien l'enfant."

Le Roman.

"FINITUS EST, FINITUS EST."

[Du *Canadien*, 13 Avril 1887.]

Il est fini ce roman, M. Shehyn l'a dit.

Cela a duré trois heures, et c'est comme nous nous y attendions. La province va être vendue par le shérif, et cependant notre trésorier veut emprunter. S'il disait la vérité, si nous étions ruinés, il ne trouverait pas de banquiers assez idiots pour lui faire des avances. Il peut obtenir aujourd'hui, demain, quand il voudra, dix millions de piastres. Donc il joue la comédie libérale. Il n'y a pas d'autres conclusions à tirer.

N'est-il pas étonnant qu'un homme respectable comme M. Shehyn dans sa vie de citoyen, dans ses transactions privées, se laisse conduire par ses instincts de partisan, à déprécier ainsi le crédit de sa propre province, manipule, torture, dénature les chiffres, pour arriver à des déductions fausses.

Les libéraux suivent cette tactique depuis vingt ans. S'il fallait les en croire, le pays serait en faillite permanente !

La province de Québec doit moins que la seule ville de Montréal, et l'on trouve des gens qui passent des heures à "prouver" que nous sommes menacés d'un cataclysme.

Comédie!

Le chapitre du Premier Ministre.

[Du *Canadien*, 13 avril 1887.]

Il aurait été bien surprenant que M. Mercier n'eût pas ajouté quelques feuillets au roman de M. Shehyn. Il s'est levé pour répéter cette chose ridicule : que la dette flottante est de \$3,500,000 quand elle est à peine de \$900,000, comme nous l'avons démontré. Le premier-ministre fait une dette flottante avec les subsides aux chemins de fer qui ne sont pas encore gagnés, qui ne seront peut-être jamais gagnés, qui ne seront payables que si le gouvernement le veut bien, c'est-à-dire s'il autorise la conversion en argent des octrois en terre.

M. Mercier veut son emprunt de quatre millions. Pour cela il lui faut dire, redire, que le trésor est vide, que la dette flottante est énorme. Son but réel est de se faire autoriser à augmenter la dette pour avoir sous la main les moyens de faire des arrangements avec tels ou tels spéculateurs pendant la vacance, et aller devant le peuple.

Nous avons hâte de voir les députés qui vont ratifier la politique scandaleuse du cabinet, qui vont sanctionner les obligations écrasantes que les ministres à peine arrivés au pouvoir, veulent nous imposer. Nous allons les compter, les signaler à leurs électeurs ces grands faiseurs de promesses qui se sont engagés à exiger l'économie et qui sont prêts à permettre les extravagances les plus incroyables.

Notions de Justice violées.

[Du *Canadien*, 16 avril 1887.]

La trame ourdie pour terroriser les conservateurs qui ont agi comme conducteurs de travaux de colonisation, a été dénoncée hier dans la chambre d'Assemblée, et partout, au pays, d'une manière qui méritera à l'opposition la reconnaissance publique.

Jeudi, le premier-ministre avait refusé à la députation de lui fournir les renseignements demandés par M. Casgrain, c'est-à-dire les rapports faits par M. Charleson, les noms des paroisses qu'il a visitées, de qui il a obtenu des informations.

Hier au matin, l'organe du gouvernement à Québec publiait ce que le chef du cabinet cachait à ses collègues... dans l'intérêt, disait-il hypocritement, de la justice.

L'hon. M. Blanchet appela, à l'ouverture de la séance, l'attention de la chambre sur ce manque de bonne foi du premier-ministre. Il parla, comme il le fait toujours, avec calme et dignité, faisant toutefois ressortir vigoureusement l'odieux du procédé dont il se plaignait. M. Mercier s'aperçut de suite de la position critique dans laquelle il se trouvait placé. Pâle de colère, on l'entendait de la galerie de la presse qui criait à ses voisins : Où est Charleson ? Apportez-moi le *Canadien*.

Quand il se leva pour répondre, il tremblait de rage. Il avait perdu complètement la tête.

Oubliant qu'il était procureur-général de la province, le chef de l'administration de la justice, il se répandit en injures grossières contre le citoyen honorable qui vient d'être arrêté sur la dénonciation de M. Charleson. Il le déclara coupable de faux, de vol et d'obtention d'argent sous de faux prétextes.

C'est là la manière dont le procureur-général de la province de Québec entend mettre en pratique le grand principe de liberté qui veut que "tout accusé est innocent tant qu'il n'a pas été trouvé coupable."

Que fait à M. Mercier le respect du droit, de la réputation des honnêtes gens ? M. Ferland a été arrêté pour satisfaire des exigences politiques ! Quelles autres preuves en faut-il donner que la conduite du premier ministre qui, après avoir fait procéder dans l'ombre contre lui, le proclame coupable avant qu'il ait subi son procès.

Nous protestons de la manière la plus solennelle contre cette VIOLATION du principe même de la liberté du sujet anglais, et sommes-nous donc rendus dans cette province à ce degré de décadence, où il serait permis au premier officier en loi de la Couronne de se servir de sa position officielle en parlement, pour ameuter l'opinion contre ceux qui ont à rendre compte de leurs actes devant la justice de leur pays ? Non ! Et le premier ministre en aura bientôt la preuve éclatante.

Isaïe Ferland est un modeste et simple cultivateur : mais en sa personne, hier, M. Mercier a violé un droit sacré, et ces violations ne se font jamais impunément, car il y a chez le peuple un sentiment puissant de justice et un instinct inné de conservation.

Aujourd'hui, c'est Ferland, que le procureur-général proclame criminel avant son procès. Demain ce peut être un autre.

Il faut signaler, dénoncer avec toute l'énergie possible d'AUSSEI GRAVES MANQUEMENTS aux notions de la justice.

Il faut en appeler à l'opinion publique de la conduite INDÉCENTE, incompréhensible de M. Mercier.

[Du *Canadien*, 18 avril 1887, *Singulière audace* :]

Vendredi après-midi M. Mercier a déclaré à la chambre que M. Isaïe Ferland avait été arrêté, qu'une enquête préliminaire avait été faite, que quatre témoins avaient été entendus, et enfin que l'accusé avait été renvoyé par le magistrat devant la Cour du Banc de la Reine, pour subir son procès. Voilà ce que nous avons entendu, voilà les informations données à la chambre et au pays par l'honorable premier ministre.

Or d'après les renseignements très précis que nous avons pu obtenir dans cette mystérieuse affaire au moment où le premier ministre, chef du département des officiers-en-loi, faisait à la chambre et au pays les déclarations que nous venons de mentionner, M. Ferland n'était pas arrêté, l'enquête préliminaire n'était pas commencée, aucun témoin n'avait été entendu, et l'accusé n'était pas renvoyé devant la Cour du Banc de la Reine. Quatre individus, guidés sans doute par M. Charleson, avaient déposé des plaintes à la Cour de Police, mais le Procureur-Général (M. Mercier) aurait dû, avant de parler, regarder les documents qu'il tenait dans ses mains, et ne pas se fier à son solliciteur-général, M. Duhamel, qui ne saurait distinguer entre une plainte qui sert de base à un mandat d'amener, et une déposition d'un témoin prise au cours d'une enquête préliminaire,

Nous voyons dans toute cette affaire un complot politique dont certains partisans bien connus du cabinet sont les instigateurs, dont M. Charleson est l'instrument et dont le premier ministre (Mercier) est l'ardent défenseur.

Enlevez la galerie.

[Du *Canadien*, 23 avril 1887.]

Nous avons encore eu une scène à la chambre à propos de la presse. M. Mercier, en protestant contre un article du *Monde*, a menacé de nouveau les journalistes de les expulser de leur galerie.

La galerie de la presse n'est pas sous le contrôle des gouvernements. Elle est la propriété et—nous ajouterons—la garantie du pays. Quand M. Mercier parle de la fermer, il se vante de ce qu'il est incapable de faire, de ce que pas un homme public n'oserait faire dans ce siècle.

Le premier ministre trouve que certains journaux exagèrent ou même ne disent pas la vérité. Que faisait-il, lui, quand de son siège en parlement il déclarait que "le cabinet de la Puissance avait envoyé à Londres, deux hommes pour vendre le Canada à l'Angleterre ?

Que faisait-il, quand lui, procureur-général, il traitait de voleurs, de criminels, de faussaires, des hommes qui n'avaient pas subi leur procès, et dont il avait ordonné l'arrestation sur des renseignements faux, sur des informations futiles ?

Avant de donner des leçons à la presse, qu'il apprenne à se conduire lui-même d'une manière convenable et décente. Qu'il respecte la vérité.

La Résistance.

[Du *Canadien* du 16 avril 1887]

M. Desjardins a donné au premier ministre, à propos de l'affaire Ferland, une leçon dont il se souviendra longtemps.

M. Mercier, qui avait essayé par tous les petits moyens que les règles de la Chambre interprétées par de petits esprits comme lui peuvent fournir, d'empêcher M. Casgrain de lui répliquer, se levait à chaque instant pour interrompre le député de Montmagny.

Ce n'était plus un chef de gouvernement obligé de donner l'exemple du respect des règles de la chambre, du bon ton, c'était le DÉMAGOGUE, blessé dans sa vanité, qui laissait cours à ses instincts !

Nous félicitons nos amis de l'opposition du succès éclatant qu'ils ont remporté dans ce débat plein d'importance et de signification.

M. Mercier veut pratiquer l'intimidation, régner par l'ABUS du pouvoir, par la PROSTITUTION de l'autorité.

Il va se trouver en face d'une résistance énergique, opiniâtre, proportionnée aux périls auxquels il expose nos institutions les plus précieuses, résistance qui s'accroîtra avec une force irrésistible dans toutes les classes de la population, dans toutes les parties de la province.

M. MERCIER exécuté par "LA PATRIE"

L'incident Mercier

[Voir la *Patrie*, du 30 janvier 1883]

En décembre 1882, et en janvier 1883, il était souvent question dans le monde politique des tendances de M. Mercier vers une coalition avec les conservateurs. La presse libérale et surtout la *Concorde* appelaient à grands cris cette coalition contre laquelle la *Patrie* jetait feu et flammes. Au cours de cette lutte entre la *Patrie* et la *Concorde* une lettre de M. Mercier à M. A. E. Poirier amena un incident nommé par la *Patrie* l'INCIDENT MERCIER) et que la *Patrie*, dans son édition du 30 janvier 1883, appréciait comme suit :—

"Il reste avéré que l'hon. Mercier qui commandait les forces libérales dans le district de Montréal s'est laissé approcher à un moment donné, par l'hon. M. Chapleau, son adversaire politique et chef des conservateurs ; que M. Mercier, pour une considération de \$3,880 a fait retirer M. Poirier de la lutte et a laissé élire M. Chapleau sans opposition, dans le comté de Terrebonne.

"Que sur cette somme \$2,000 ou \$3,000 aient été remis à M. Duchesneau ou que M. Poirier ait reçu \$500 ou \$1,500, la transaction n'en reste pas moins répréhensible et blâmable.

... "M. Mercier a été le premier à donner l'exemple d'un compromis ou plutôt d'une transaction qui restera comme une tache sur sa réputation d'homme public.

"Détachant la question politique de toutes considérations personnelles qui ne sauraient être que secondaires, il reste acquis qu'un chef libéral a, de propos délibéré, entretenu des relations compromettantes avec un chef conservateur et que les deux se sont entendus pour obtenir l'effacement de la candidature de M. Poirier pour une somme de \$3,880.

"Que cette somme ait été payée à M. Duchesneau ou à M. Poirier, la transaction est reconnue par l'hon. M. Mercier et cela après avoir avoué qu'il en avait lui-même réglé tous les détails avec l'hon. M. Chapleau. La question se rattache inévitablement à cette fameuse somme de \$3,880 ; et que cette somme ait été donnée sous un prétexte ou sous

un autre, il n'en est pas moins vrai que l'hon. M. Mercier a vendu l'élection de Terrebonne pour cette considération, et ce n'est que lorsqu'il eut la parole d'honneur de M. Chapleau que cette somme serait payée, que les procès contre la *Minerve* furent discontinués et que M. Poirier retira sa candidature.

"M. Mercier, de son propre aveu, est celui qui a poussé la transaction au-delà de la rétractation demandée à la *Minerve*, en exigeant qu'un montant de \$3,000 fut payé à M. le docteur Duchesneau, en outre des frais de poursuites et d'élections de M. Poirier.

"On nous a accusé d'avoir fait des révélations indiscreètes au sujet de toute cette affaire, lorsqu'il est notoire que tous ces détails ont été publiés dans le *Star*, il y a deux ou trois mois au moins. Le public était parfaitement au courant de la question et il n'y a pas un homme politique dans les deux camps qui ne sût que M. Poirier avait retiré sa candidature pour les raisons que nous avons citées plus haut et que M. Mercier corrobore dans sa lettre.

"M. Mercier déclare de plus que c'est lui qui a "adopté les mesures nécessaires pour faire invalider l'élection de M. Chapleau."

"Celui-ci va être flatté d'apprendre la chose et avec des arrhes comme celles-là, il ne manquera pas de toujours s'adresser à M. Mercier pour faire effacer les candidatures ennuyantes.

"C'est là une morale aussi facile que nouvelle—M. Mercier vend une élection et cherche ensuite à la reprendre par une contestation—"Je pose un enjeu, retiens deux."

Entendons-nous.

Sous ce titre, c'est la *Patrie* qui parle, la *Patrie* du 27 novembre 1889, au cours d'un article où elle expose avec amertume la manière du gouvernement Mercier de diviser le patronage des impressions. En voici un extrait amusant :

.... "La *Patrie*, quoiqu'on en dise et quoiqu'on fasse, restera franchement libérale, tout en ne s'occupant que de ses affaires légitimes et en laissant pratiquer le chantage politique par ceux qui aiment à patauger dans ces eaux-là. On ne pourra jamais nous faire à nous, ce qu'on vient de faire à l'*Union libérale* de Québec en lui enlevant son imprimeur.

"Nous demandons à M. David, qui est un honnête homme, d'ouvrir les yeux et de veiller à ce qui se passe et à ce qui va probablement se passer avant longtemps. C'est un bon libéral, et son mandat de député lui fait un devoir de surveiller les nominations et le patronage du district, car on prétend qu'il aura avant peu un maître et un directeur qui lui serait envoyé de la capitale pour certaines fins encore inconnues bien que déterminées.

"L'expérience de M. David dans le passé, doit le rendre soupçonneux

de l'avenir, et il ne faut plus qu'on lui fasse convoquer et réunir des comités de consultation, pour accorder certains contrats du gouvernement, alors que ces contrats avaient été donnés à son insu QUINZE jours auparavant.

“ Ce sont là des fumisteries que nous dénoncerons toujours.”

Chantage Politique.

La *Patrie* s'était plaint de ce que M. Louis Perreault, imprimeur, absorbait à lui seul les trois quarts du patronage des impressions officielles. M. Perreault répondit dans la *Presse* ; cette réponse inspira à M. Beaugrand un autre amusant article dont nous détachons ce qui suit :—

(De la *Patrie*, 5 décembre 1889).—On a organisé à Montréal comme à Québec, en dehors de l'influence légitime des députés locaux, des offices de CHANTAGE POLITIQUE où l'on carotte ceux qui ont des faveurs à demander au gouvernement. On met à contribution les grands et les humbles, les gros et les petits. On fait payer commission sur tout.

“ Le premier entrepreneur libéral venu, pourrait en dire long à ce sujet.

“ Eh bien ! la *Patrie* gêne ces messieurs que tout le monde connaît, car elle attire, de temps en temps, l'attention du public et du gouvernement sur ces agissements OCCULTES.”

UN ARTICLE DE M. CALIXTE LEBŒUF.

Sonnez le ralliement, mais sonnez fort !

Sous ce titre, dans la *Patrie* du 30 décembre 1889, M. Calixte Leboeuf donne une leçon sévère à M. Pacaud, en réponse à un article de l'*Electeur* qui appelait au ralliement. Nous en extrayons ce qui suit :

.... “ Vous avez accaparé le parti ; vous en avez fait votre chose à vous ; vous l'avez exploité, j'allais dire : “ Dieu sait comment ! ” mais je pense pouvoir dire : “ tout le monde sait comment ! ” Vous avez même voulu chasser du parti les hommes et les journaux qui vous disaient que le parti était la propriété commune ; vous n'avez pas voulu entendre quand on criait que vous meniez le parti à sa ruine et vous nous avez même répondu par des insultes grossières, quand on avait l'audace de vous écrire confidentiellement qu'il y avait des mécontentements.... ”

UNE LETTRE A PACAUD, écrite par un franc libéral.

M. MERCIER PEINT SUR LE VIF.

Le 20 avril 1889, M. Calixte Lebœuf, président du Club National, à Montréal, adressait à l'illustre Pacaud une lettre digne de passer à la postérité et dont à notre avis, voici les détails les plus saillants :—

Montréal, 20 avril 1889.

Mon cher Pacaud,

Je viens de lire dans l'*Electeur* d'hier ton article "L'honorable M. Mercier et ses partisans" et je ne peux pas résister à la tentation de t'écrire. C'est la première fois que je t'écris pour te parler politique ; j'ai bien d'autres occupations qui demandent tout mon temps, mais je ne peux plus retenir ma pensée et quelque chose me force à te parler de suite ouvertement.

Es-tu sérieux quand tu dis que les partisans de Mercier sont unis ?

Je ne sais pas ce qui se passe à Québec ni dans les autres villes ; mais je sais et je connais parfaitement ce qui se passe, ce qui se pense, ce qui se dit et ce qui se fait dans la ville de Montréal et dans les environs ; et je vais te le dire franchement, pour que tu ne puisses pas l'ignorer.

Ici, l'on accuse le gouvernement Mercier d'être composé d'incapables, d'ignorants et de têtes de linottes ; tout le monde s'accorde là-dessus ; unanimité unanime ! Et l'on ajoute : il n'y a pas de gouvernement, il n'y a que Mercier."

Maintenant, l'on trouve que Mercier et toi vous menez une vie de faste scandaleuse ; on trouve que Mercier, qui était pauvre, est devenu riche trop vite et que son salaire ne lui permettait pas de s'enrichir aussi vite que cela ; on en dit à peu près autant de toi et de ceux qui entourent Mercier ; et ce sont nos meilleurs amis personnels et politiques qui parlent ainsi, et tout haut ; tu serais surpris si je te disais les noms.

On dit tout haut que cette administration est la plus corrompue qui ait souillé les lambris du palais législatif ; que tout s'y vend ; qu'il n'y a pas de principes, pas d'honnêteté, pas de parole, pas d'honneur.

Les libéraux, les vrais, les honnêtes, les indépendants, sont dégoûtés ; ils ne veulent pas endosser la responsabilité de vos actions ; ils ne veulent plus vous défendre et ils sont sur le point de vous dénoncer. Ils s'organisent, ils voudraient bien sauver le gouvernement, même malgré lui ; mais ils sont résolus à sauver le parti libéral et ses grandes et honnêtes traditions, dût le gouvernement périr.

Il faut que tout cela cesse de suite ; il faut que M. Mercier se rappelle qu'il n'y a pas dans le parti que des Pacaud, des Langelier, des Beausoleil et des Préfontaine.

Vous n'avez pas été seuls à la peine pendant vingt-cinq ans et vous n'êtes pas la sagesse du parti. Vous entourez seuls le premier ministre, et, tant et si fort que vous l'étouffez.

Vous le conseillez mal ; vous lui faites faire des bêtises, vous le compromettez et vous nous le rendez odieux. Sur ce point là tout le monde s'accorde ici.

... Ecoute, Ernest, si les honneurs, les faveurs et les richesses du pouvoir ne t'ont pas rendu sourd, écoute les grondements d'indignation et de colère qui vont toujours grossissant autour de toi et de Mercier, et tâche de réfléchir et de devenir sage.

Pour te rendre service à toi et à Mercier, je t'ai montré un peu ce qui se passait en arrière du rideau. En cela je n'ai d'autre intérêt que celui de sauver Mercier, s'il en est encore temps. Il a perdu la confiance de ses meilleurs amis et qu'a-t-il gagné en échange ?

Je m'arrête là pour aujourd'hui. Si tu prends cette lettre en bonne part, si tu ne te fâches pas et si tu désires faire des réformes, je me ferai un devoir pénible de te renseigner et de te faire connaître la vérité ; et si cela te blesse et t'indispose contre moi, je n'ai pas assez de vertu pour travailler au salut de ceux qui ne veulent pas être sauvés. Sans rancune.

A toi,

Ton ami,

CALIXTE LEBCEUF.

Cette lettre, à laquelle Pacaud s'est donné bien garde d'ouvrir les colonnes de son journal, a été publiée par divers journaux conservateurs, en août et septembre 1891. Le *Courrier du Canada*, l'ayant reproduite, ajoute :—

“Jamais dénonciation plus écrasante de la clique et de ses œuvres n'a été écrite par une plume conservatrice.

... “Les libéraux eux-mêmes observent avec indignation la disproportion entre les ressources de ces hommes de proie, et leur train de vie sardanapale que.

“Quand on n'a que \$5,000 ou \$6,000 par année et qu'on en dépense \$20,000 ou prend-on la différence ?

“Quand on a un salaire de \$4,000, avec quoi peut-on bâtir un palais de \$25,000, comme la folie Langelier sur la Grande-Allée ?

Quand on a un salaire de \$5,000 et qu'on en dépense \$20,000 en voyages, en fêtes, en festins, en démonstrations fastueuses, en cadeaux extravagants, en équipages, en vins et en diamants, avec quoi peut-on acheter des propriétés de \$8,000 à \$10,000 et y faire des embellissements qui absorbent des milliers de piastres ?

“Quand on est simple journaliste et qu'on est censé gagner sa vie avec sa plume, avec quoi peut-on alimenter un luxe de nabab, acheter des maisons de \$8,000, y engloutir \$6,000 en réparations et rivaliser de splendeur avec les plus opulents.”

M. Leboeuf, a écrit sa lettre il y a deux ans. A cette époque l'orgie ne battait pas encore son plein. Et pourtant il jugeait déjà ainsi le gouvernement Mercier :—

“ Cette administration est la plus corrompue qui ait souillé les lambris législatifs, tout s'y vend, il n'y a pas de principes, pas d'honnêteté, pas de parole, pas d'honneur.”

M. MERCIER répudié par les honnêtes libéraux.

Les libéraux de Richmond ne veulent plus de M. Mercier

UNE RÉOLUTION ÉNERGIQUE.

Les libéraux du comté de Richmond ont fait comme ceux de Huntingdon, comme ceux de l'Islet qui n'ont pas passé de résolutions mais qui agissent quand même, comme tous les libéraux honnêtes qui repoussent la clique infâme.

Ils ont répudié hautement les pirates qui nous gouvernaient il y a quelques mois à peine.

Il est bien vrai que ces mêmes libéraux ont choisi M. Dennison pour leur candidat, mais en effectuant ce choix, ils ont pris soin d'affirmer solennellement dans une résolution adoptée à l'unanimité, qu'ils répudiaient le régime Mercier avec tout son système de boodlage.

Leur résolution se lit comme suit :

“ Proposé par Joseph Dennison, secondé par Wm Healy : Attendu qu'il a été établi que le gouvernement Mercier s'est rendu coupable de pratiques corruptrices tellement honteuses qu'elles ont plongé la province dans l'humiliation aux yeux de toute la Puissance, nous les libéraux de Richmond rassemblés en convention, nous déclarons que nous répudions ces pratiques et les hommes qui s'en sont rendus coupables, et que tout candidat qui sera choisi par cette convention devra s'engager, au cas où il sera élu, à combattre le retour au pouvoir de M. Mercier et autres qui seront trouvés coupables de ces pratiques.”

Nous avons terminé ce travail tout de compilation. Nous aurions pu encore multiplier les citations, mais il nous faut nous limiter. Tel quel, ce travail prouve que M. Mercier, répudié aujourd'hui par tous les honnêtes libéraux, n'est plus guère soutenu que par la *girouette* Tarte et par des libéraux inconséquents qui ont condamné et maudit eux-mêmes, mille fois, un régime qu'ils veulent encore nous imposer !

